Comme un air de déjà-vu

RÉFORME DES RETAITES Plusieurs milliers de manifestants --entre 3500, selon la police, et 10000 selon les syndicats-- ont participé, hier, à Avignon, à la nouvelle journée d'action interprofessionnelle

Même s'ils ont été moins nombreux qu'en fin d'année à battre le pavé et long à se regrouper, les opposants à la réforme des retraites restent massivement mobilisés. / PHOTOS BRUNO SOUILLARD

Aussitôt rangés, les arbres de Noël ont cédé la place aux banderoles et pancartes. Hier matin, à Avignon, au 36e jour de contestation, et pour la quatrième manifestation interprofessionnelle départementale contre la réforme des retraites (après les 5, 10 et 17 décembre), il y a pourtant eu comme un moment de doute. Un doute d'abord lié à l'interrogation sur le retour à la mobilisation après les deux semaines de "pause" naturelle générées par les fêtes.

Mais aussi parce que, prévu pour s'élancer à 10 h 30, le défilé a eu de prime abord un certain mal à se constituer. Les mines un brin déconfites des organisateurs parlaient d'elles-mêmes. Vers 10 h 15, si 500 manifestants s'étaient donné rendez-vous aux allées de Oulle, c'était le bout du monde. Et puis, comme un seul homme, les retardataires sont venus combler les vides dans les rangs.

Au final, les lendemains de fête ne semble avoir eu qu'un seul effet sur la mobilisation : lui imposer un simple temps de retard. Si bien qu'au plus fort de la manifestation, les chiffres estimés de participation oscillaient entre 3500 (pour la police) et largement plus de 10000 (pour les organisateurs).

Pour le "patron" de la CGT au niveau départemental, David Tesio, l'affaire était donc entendue : "*Cette manifestation est un vrai succès!*". Toujours selon le responsable cégétiste, ce "*succès*" serait d'autant plus remarquable qu'il arrivait après une "*pause nécessaire, parce que les gens avaient vraiment besoin de se reposer en famille. De plus, à Noël, il y a des congés, des entreprises qui se mettent en vacances, mais aussi des reprises techniques comme à la SNCF*".

Alors, après un coup de stress dû aux retardataires, David Tesio arborait finalement un sourire aussi large que la banderole placée en tête de cortège et sur laquelle on pouvait lire : "*Retrait du projet de retraite par points*".

"*Ce moment est déjà historique! 36 jours de conflit, on n'avait pas vu cela depuis bien longtemps. Cela prouve à quel niveau de mobilisation se trouvent les salariés contre cette retraite par points qui ne débouchera que sur une retraite individuelle et par capitalisation*".

Des salariés du privé et du public

Sinon, dans le cortège, on a bien sûr retrouvé les troupes de choc du mouvement (cheminots, gaziers et électriciens, hospitaliers, enseignants et même pompiers qui sont en grève depuis des mois). On aura également pu croiser des personnels du nucléaire (Orano Tricastin), des douanes, de la police nationale, des chercheurs de l'Inra ou des personnels des transports publics du Grand Avignon. Enfin, mais la liste ne saurait être exhaustive, le privé était de la partie (notamment avec la CGT Isover Saint-Gobain et même, dans un genre bien différent, avec la CGT Biocoop). Une belle diversité de professions qui faisait dire à Jean-Luc Bonnal, le leader départemental de FO, "*Le gouvernement aurait tort de croire qu'avec simple une conférence sur le financement du système de retraite et une discussion sur la pénibilité et la décote, les salariés seront satisfaits. Nous voulons le retrait de la retraite à points, voilà tout. Ensuite, nous pourrons parler d'une évolution du système, sur laquelle nous ne sommes d'ailleurs pas opposés. Mais pas sur ces bases!*"

Jacques BOUDON

ZOOM SUR la manif des avocats à Aix

En grève depuis lundi, de nombreux avocats des barreaux d'Avignon et Carpentras ont rejoint, hier, leurs confrères de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence --venus d'Aix, Toulon, Draguignan, Tarascon et Grasse-- pour une grande manifestation qui a eu lieu depuis le palais de justice jusqu'à la Rotonde. C'est un cortège de 600 robes noires qui a marqué avec force son opposition à la réforme des retraites. Aujourd'hui, les bâtonniers Guillaume de Palma et Frédéric Bassompierre appellent leurs collègues vauclusiens à poursuivre le mouvement en participant à une action qui débute à 11 heures devant le tribunal judiciaire d'Avignon. De nombreux avocats face à un gouvernement qui reste sourd à leurs attentes, envisagent lors de l'assemblée générale qui se tient lundi prochain de voter pour la poursuite du mouvement de grève générale qui paralyse l'institution judiciaire. / PHOTO SERGE MERCIER

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Educateurs et personnels pénitentiaires veulent garder leur système de mobilité à l'ancienneté

Hier, dans le cortège, il y avait du mécontentement. De la colère contre la réforme des retraites (lire ci-dessus) et une autre, plus sourde. Depuis des mois, leur contestation est silencieuse, mais hier, les personnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (140 personnes en Vaucluse) et des services pénitentiaires d'insertion et de probation (une soixantaine d'agents) du Vaucluse ont manifesté devant le tribunal. "*Dans le prolongement de la loi de la transformation de la fonction publique, on nous enlève des droits*, estiment ces fonctionnaires rattachés au ministère de la Justice, *notamment celui de muter aux points, c'est-à-dire à l'ancienneté*", détaille Hélène Berrier, secrétaire territoriale du SNEPS-FSU pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse. *Désormais, le ministère de la Justice a choisi* (l'Education nationale a refusé ce système, Ndlr) : *on est censé muter comme dans le privé : il faut envoyer son CV, faire une lettre de motivation, passer un entretien… Jusqu'à présent, l'ancienneté constituait une réelle égalité et le moyen le plus objectif pour demander sa mutation*".

Les personnels considèrent que cette réforme de mobilité est une attaque à la fonction publique et qu'elle constitue la fin d'un système "juste" et le début de la privatisation de la fonction publique. "*Avant, quand on entrait dans la fonction publique, il y avait des règles, une équité de traitement entre tous*"… Les équipes de la PJJ et du SPIP sont concernées. Tous redoutent que ce système ne génère des tensions, des inégalités entre agents face aux directeurs de structures. "*Maintenant, il va falloir se vendre auprès des directeurs qui, eux, auront toute latitude pour intégrer quelqu'un (…). On nous gère comme dans le privé, avec des évaluations annuelles et des primes au mérite (…). Nos directeurs de structure auront la possibilité de donner plus à certains, alors que nos heures sup' ne sont même pas payées. L'agent qui fera plus que sa mission aura sans doute une prime alors que les autres qui font aussi leur travail mais qui font moins de bruit n'auront rien*". **M.F.**

Les personnels de la PJJ et du SPIP ont manifesté, eux, contre la réforme de la mobilité. Ils dénoncent la fin de la transparence dans les mutations accordées aux agents. / PHOTO ANGE ESPOSITO